



Anne-Marie Bertrand, Dominique Arot, Robert Damien, François Gèze, Bertrand Legendre, Pascal Ory, Georges Perrin, François Rouet et Valérie Tesnière

## Horizon 2019 : bibliothèques en prospective

Presses de l'enssib

---

# Quel horizon ?

Pascal Ory

---

DOI : 10.4000/books.pressenssib.1069  
Éditeur : Presses de l'enssib  
Lieu d'édition : Presses de l'enssib  
Année d'édition : 2011  
Date de mise en ligne : 20 juillet 2017  
Collection : Papiers  
ISBN électronique : 9782375460474



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

ORY, Pascal. *Quel horizon ?* In : *Horizon 2019 : bibliothèques en prospective* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2011 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressenssib/1069>>. ISBN : 9782375460474. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressenssib.1069>.

---

## QUEL HORIZON ?

Qu'est-ce qu'un historien peut bien avoir à dire du futur – sauf, bien entendu, du futur antérieur, autrement dit des exercices prospectifs du passé, considérés dès lors avec la facilité critique de l'*ex post* ? Payons d'audace : certainement ni plus ni moins que les autres. Et pour une raison très simple : l'histoire n'a jamais eu pour objet le passé mais le temps. Au royaume des aveugles (entendons par là les sciences sociales) nous autres borgnes pouvons avoir quelque utilité, au simple motif que nous débarquons dans le futur lestés des armes récupérées dans le passé, par exemple dans la considération de tout ce qui à la fois distingue et unit 1919 et 1909, ou 1809 et 1819 – on voit qu'il peut se passer bien des choses, et capitales, en l'espace de dix années... On abandonnera donc sans regret la futurologie aux philosophes, et l'on se contentera, avec une modestie feinte, de la prospective.

L'éthique culturaliste m'obligera cependant à faire précéder ces quelques *projections*, très succinctes on le verra, de plus longues précautions d'usage, qu'on exprimera ici de manière assurément schématique, voire franchement roide, comme autant de *pro-positions* préalables. Sans elles la *position* du problème, qui se ramènera au rappel de l'identité des bibliothèques publiques<sup>1</sup>, n'aurait guère de sens ; sans elles les projections, qu'on peut concevoir comme les résultantes du croisement des premières et de la deuxième, n'auraient aucun fondement.

### PROPOSITIONS

Ces « prolégomènes à toute prospective qui voudrait se présenter comme science », j'en compte cinq – libres à chacun d'allonger la liste ; la raccourcir sera plus difficile. La proposition 1 va de soi, donc va encore mieux en le disant : puisque, suivant le mot connu de Benedetto Croce, « toute histoire est contemporaine », il importe d'avoir toujours présent à l'esprit qu'il en sera de même de toute prospective. Lire – comme le ferait, comme le fera, un historien de 2019 – les contributions de ce colloque, c'est,

---

1. Il y aurait beaucoup à dire sur la bibliothèque privée, mais ceci est une autre histoire.

clairement, lire les questionnements, les inquiétudes, les enjeux de notre temps – ce sera, à tout le moins, l'intérêt de ce volume... L'extrapolation culturelle, elle, est extrêmement risquée. L'astucieux Robida, se projetant dans le xx<sup>e</sup> siècle, pourra en pressentir la télévision, à la rigueur l'émancipation féminine, mais ni l'indépendance des colonies ni les grandes expériences totalitaires, et tout à l'avenant.

D'où découle, sans transition, la proposition 2 : au final, avec le recul, ce qui pèse le plus lourd dans un devenir historique, c'est l'imprévisible. À condition d'ajouter dans la foulée qu'en histoire l'imprévisible n'est pas l'exception mais la règle, sans doute en vertu de la conjugaison de trois dynamiques : celle de l'effet papillon, qui enclenche des réactions en chaîne dont les contemporains ne maîtrisent jamais l'enchaînement <sup>2</sup> ; celle de l'autonomie des choix individuels en face d'une situation donnée, qu'on peut situer sur une échelle collaboration/résistance <sup>3</sup> ; celle, enfin, qui fait prédominer le culturel sur le matériel <sup>4</sup>.

La proposition 3 peut dès lors se résumer dans la fameuse formule : rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme <sup>5</sup>. En d'autres termes, il faut toujours tenir ferme les deux termes, apparemment contradictoires et, en fait, complémentaires, à savoir que si ce qui est né mourra, si les formes de la société changent sans cesse, du même mouvement l'usage social et, tout au fond, la fonction dont il témoigne perdurent et, du coup, assurent la survie de la forme. Pas de désaffectation sans réaffectation. Ainsi dans le Paris qui entre dans la modernité le palais du Roi devient-il le Musée central de la Nation : transfert de souveraineté à la fois violent et progressif.

La proposition 4 éclaire la précédente. Je la résumerais en une formule assez raide : « la société n'en fait qu'à sa tête ». En d'autres termes, tout est affaire de représentation. C'est là que se situe le moteur historique décisif, traduit en « demande sociale ». Ainsi le mouvement social est-il

---

2. Y compris l'effet papillon à l'envers, qui fait, par exemple, de la révolution protestante un moteur décisif de l'histoire de la lecture publique.

3. Exemple : la révolution culturelle menée par Jacques Copeau, génératrice de tout le mouvement théâtral du nouveau siècle, est une réponse « résistante » du théâtre face au défi du cinématographe.

4. Exemple : l'écriture, inventée à usage économique et politique, pour le plus grand profit des temples sumériens, nous a donné, en cadeau, Virgile aussi bien que Mallarmé. L'intendance précède, la poésie suit.

5. Elle-même transformation par Lavoisier d'une formule d'Anaxagore, et ainsi de suite.

beaucoup moins déterminé par la technologie que la technologie déterminée par l'évolution des représentations<sup>6</sup>.

De tout ce qui précède découle la proposition 5, sans doute la plus triviale : « la culture a horreur du vide ». On doit avoir le courage intellectuel de poser l'existence de besoins culturels constants dont chaque société élaborerait la satisfaction dans une diversité propre à susciter l'émerveillement de l'observateur. Si le mot – redoutable en sciences sociales – d'universaux peut être prononcé, c'est sans doute là, devant la reconnaissance de ce que, pastichant le vocabulaire juridique, on qualifierait de « besoins culturels constants et reconnus ». Y figureraient alors, pour ne prendre que ces deux exemples, le besoin d'éducation – évidemment très diversement satisfait chez les Baruyas chers à Maurice Godelier et chez les Occidentaux du *xxi*<sup>e</sup> siècle mais clairement repérable et constamment organisé, de la case du sorcier à l'école obligatoire – ou le besoin de spectacle – celui qui explique que la solution des frères Lumière l'ait emporté sur celle de Thomas Edison, tout simplement parce que la première se situe dans la continuité du spectacle théâtral.

L'objet « bibliothèque » dans tout cela ? On en est peut-être plus près que jamais, puisqu'il y entre, au fond, de l'éducation et du spectacle. Précisons.

## POSITION

+++++

Si l'on entreprend, en effet, de ramener la bibliothèque publique à ses éléments constitutifs, il ressort de ce petit exercice cartésien trois caractéristiques, touchant à cette institution respectivement comme contenant, comme contenu et comme projet. Le contenant c'est, tout simplement et pour commencer, la *thêkê* des Grecs, qui est initialement une boîte. Comprenons : à la fois un dispositif matériel, qui pose, ou entrepose<sup>7</sup>. La thèque a donc quelque chose à voir avec tout à la fois la concentration, l'accumulation et la gestion, bref le stock. Pour qu'il y ait bibliothèque il faut faire un pas de plus et préciser de quel type de stockage il s'agit. Le *biblos*, c'est – comme pour le *liber* – l'écorce des premiers supports mobiles de l'écriture, ce qui permet tout à la fois de donner un contenu au

6. Le passage du *volumen* au *codex* est beaucoup plus homologique de celui du paganisme au christianisme qu'une bien obscure réflexion technicienne sur la « maniabilité ».

7. *Titheîn*, c'est poser, d'où, au reste, thèse, dont on a fini par oublier qu'elle est quelque chose qu'on pose.

stock en question : d'être une information. Du palais d'Assurbanipal – le rêve de tout bibliothécaire : des documents que le feu ne détruit pas mais fortifie, puisqu'ils sont faits d'argile – à une loi récente – et vaine – sur « la société de l'information », la bibliothèque publique, un temps rebaptisée, à cette fin, médiathèque, sera toujours, suivant la formule chère à la génération de Jean-Pierre Seguin, une « bibliothèque publique d'information ». Le second nom adopté en 1992 par l'enssib ne va pas là contre : la juxtaposition « sciences de l'information » et « bibliothèques » ne distingue pas des objectifs ; elle les associe, en en différenciant les plans.

Au reste, il y a beaucoup plus à déduire encore de l'« écorce », qui est de nous rappeler l'importance du support, en même temps que sa constante reformulation, à partir de l'invention de l'écriture : c'est parce que la bibliothèque a entreposé des volumes enroulés puis des codex plans qu'elle est nécessairement conduite à devenir du même mouvement photothèque, phonothèque, discothèque, cinémathèque, vidéo-thèque, etc. Et c'est ici aussi que se dessine la frontière avec les archives, tenants, là où la famille des thèques gère l'aval, les aboutissants. À cet égard, des institutions comme la Bibliothèque nationale de France du Rez-de-Jardin ou l'Inathèque sont, clairement, des archives. Quant à la vocation publique, elle pose la nécessité d'un rapport à la société qui associe homologiquement – c'est l'origine, même, de toute organisation politique – la finalité au mode de gestion : assurer un service public en s'adossant à une collectivité qui ne l'est pas moins. Voilà pourquoi, au reste, on ne saurait opposer, comme on le fit parfois, en particulier lors de l'ouverture de la Bibliothèque publique d'information (Bpi), la mission d'information de celle de lecture : la seconde, qui est plutôt du ressort de l'école, est englobée par la première dès lors que l'on intègre à celle-ci l'information artistique (donc littéraire).

On comprend, à ce stade, pourquoi l'Âge d'or de la bibliothèque publique va se situer quelque part entre Martin Luther et Melvil Dewey, quitte à produire ses effets les plus spectaculaires en léger décalage, au cœur de la société audiovisuelle du xx<sup>e</sup> siècle. En France, l'acclimatation du programme anglo-saxon de lecture publique se situe après la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire en un temps où le public visé est déjà immergé dans des pratiques culturelles quotidiennes « supportées » par la photographie, le disque, la radiodiffusion, le cinématographe, bientôt la télévision. On voit par là même pourquoi, dans l'espace, le destin de la bibliothèque publique est indissolublement lié, pour le meilleur et pour le pire, à celui des autres institutions de stockage – pardon : de patrimoine

– et d'éducation. En France, les révolutionnaires de 89 et 93, fondateurs de ces institutions mixtes qui associent, et justifient réciproquement, bibliothèque, musée et école en avaient la conviction – au reste, pas toujours suivie d'effet réel ou durable.

## PROJECTIONS

+++++

En fonction – le mot s'impose – de ce qui précède on peut maintenant tenter une synthèse de ces deux séries de remarques préjudicielles et se poser directement – crûment, peut-être – la question de l'identification des besoins (proposition 5), incessamment transformés (proposition 3), à l'aune des investissements de la société (proposition 4), le tout appliqué à l'objet bibliothèque publique.

À grands traits, quelque peu grossiers, rappelons ce qui semble être les grandes données du *xxi<sup>e</sup>* siècle commençant : la globalisation, au sens anglais, qu'il faut comprendre comme à la fois réduction et élargissement à l'échelle du « village planétaire » de McLuhan ; l'individualisation, accélération des processus faisant de l'individu l'agent historique central, à la fois en théorie – individualisme – et en pratique – technologie de la communication ; enfin l'interconnexion des modes de ladite communication. Faut-il ajouter à ce triptyque la supposée massification ? On n'en est pas autrement convaincu. Même en laissant de côté l'ambiguïté de la notion – car de quelle masse s'agit-il exactement, et à quelle échelle ? –, voire son équivoque – liée à la condescendance des élites, élaboratrices aussi de celle d'« industries culturelles »<sup>8</sup> on n'est pas certain que l'acmé de la massification n'ait pas déjà été atteint, à tout le moins en Occident, au *xx<sup>e</sup>* siècle, et qu'il n'ait pas été suivi d'un premier repli, face à la montée, à laquelle nous sommes présentement confrontés, des cultures tribales (pour paraphraser le vocabulaire d'un Michel Maffesoli) de la postmodernité.

Quoi qu'il en soit, la mise en réserve ou l'ajout de cette dernière dimension ne modifie pas l'argumentation, qui conduit à distinguer hypothétiquement deux scénarios. Le premier dilue totalement la nécessité de la bibliothèque publique dans l'océan d'un système documentaire libéral-libertaire. On connaît déjà le nom 2000 de cet océan : Internet, de

---

8. Le concept, rappelons-le, a été inventé par Theodor Adorno et Max Horkheimer dans un sens péjoratif qui a été, en l'espace d'une génération, retourné positivement par les tenants de ladite industrialisation.

certains de ses courants dominants – Google, par exemple, qui ne s'est pas par hasard invité dans le débat autour du patrimoine imprimé –, de certains de ses fonds, au sens marin du mot – Wikipédia, par exemple. Capillarité infinie (provisoirement jusqu'au « téléphone intelligent »), censure réduite, expertise autogérée... Dans une telle perspective, plus que les institutions de la production artistique ou de la production scientifique, les institutions documentaires ont du souci à se faire pour leur survie. En matière d'édition papier, la maison Larousse est, par exemple, plus directement menacée que les Éditions Gallimard ou tel éditeur de « livres d'artistes », irremplaçables. Bpi et centre de documentation et d'information (Cdi) seraient, de même, marginalisés, sauf pour le public captif de l'enseignement obligatoire.

À ceux qui – au choix – se lamenteront ou se scandaliseront devant ce scénario, l'historien pourrait se contenter de rappeler que, d'un point de vue temporel, l'âge des bibliothèques n'a jamais représenté qu'un épisode assez court de l'histoire humaine, à la fois précédé et environné de systèmes documentaires ignorant l'écriture ou – variante intermédiaire – limitant l'écrit à une élite de l'accès (sociétés aristocratiques) ou du contrôle (sociétés démocratiques autoritaires et totalitaires) et, d'un point de vue spatial, le système dit de lecture publique une institution utilisée par ses usagers en grande majorité comme instrument scolaire/universitaire. Au-delà, c'est le pessimisme culturel qui, une fois de plus, se révèle absurde, en ne distinguant que ce qui se perd, sans considérer ce qui se gagne, en prophétisant l'uniformisation et le nivellement, alors que les signes de diversité et de pluralisme sont, pour le moins, aussi nombreux, etc. Mais qu'on se rassure : il existe un scénario B, où la bibliothèque publique préserve l'essentiel de son identité, non comme réserve d'Indiens mais comme service public.

C'est ici que peuvent sans doute nous servir les propositions 2 et 5. Un bricolage imprévisible sera, dans ce cas, la résultante de la loi de compensation qui explique que, par exemple, l'âge du virtuel soit, *ipso facto*, celui où le contact physique acquiert une valeur, pour ne pas dire une violence, toute particulière. Sur le terrain considéré, la compensation pourrait se situer sur deux plans, celui du *biblos* et celui de la *thêkê*, en d'autres termes celui de la matérialisation – disons même : de la re-matérialisation – des objets de communication, dont les virtualités, justement, ne sont pas épuisées par le virtuel et, surtout, celui de la localisation. Face à la logique d'un village global mais virtuel la sociabilité, dont diverses enquêtes ont mis en lumière l'importance dans les usages des lieux de lecture publique,

peut se révéler féconde et attractive, en maintenant avec l'objet documentaire un type de relation doté, et superlativement, d'individualisation, d'interactivité et de réactivité – bref, des qualités communément attribuées aux outils électroniques mais qui n'en sont aucunement l'apanage.

Encore faut-il que ce service au public soit un service public, entendons par là que les conditions d'égalité d'accès *a priori* (l'égalité, comme la liberté, ne peut être *a posteriori*) y seraient strictement respectées, ce qui exclurait un positionnement marchand, règle et non exception du système libéral/libertaire. Et c'est ici que peut entrer en ligne de compte l'une des spécificités de la lecture publique, en France comme dans à peu près tous les autres pays du monde : le lien étroit qu'elle a, d'emblée et de plus en plus, entretenu avec les collectivités locales, autrement dit, en terre démocratique, avec la souveraineté populaire – et, insistons sur ce point, les publics « émergents », à l'instar des nations.

Après tout ça, bien entendu, il importe de revenir à la proposition 1 : tout ce qu'on vient de lire est daté (19 novembre 2009, comme *terminus ad quem*). Il ne nous restera plus alors qu'à nous donner rendez-vous en 2019 – moins pour mesurer les écarts que pour se projeter, de nouveau, dans l'avenir de 2029. La définition de l'horizon, on le sait, est double : c'est une ligne « imaginaire », et il recule toujours.